

LA SITUATION DES DROITS DE LA PERSONNE AU BRÉSIL

ENJEU

La Constitution du Brésil protège les droits et les libertés fondamentaux. Cependant, de profondes inégalités socio-économiques demeurent à l'origine de violations des droits de la personne dont sont victimes les groupes les plus vulnérables au Brésil. La violence, la corruption, l'impunité, ainsi que les mauvais traitements infligés par la police restent des problèmes graves.

CONTEXTE

L'instauration de la démocratie au Brésil en 1985 succédait à plus de vingt ans de dictature militaire. La période qui a suivi s'est caractérisée, particulièrement après l'élection du président Collor en 1989, par l'émergence d'une société démocratique dynamique et de vastes réformes économiques. Sur le plan des droits de la personne, du développement démocratique et du bon gouvernement, la situation générale s'améliore lentement à la faveur d'une économie vigoureuse, d'une baisse marquée de l'inflation et du nouveau gouvernement du président Cardoso, défenseur reconnu des droits de la personne qui s'est engagé à mener de vastes réformes économiques, agraires et sociales. La promotion des principes démocratiques et des droits de la personne et leur enchâssement dans la Constitution sont conformes aux normes internationales. Le pouvoir judiciaire est autonome. Les forces militaires sont assujetties à un contrôle civil. Néanmoins, le Congrès n'a pas encore mis en oeuvre le fondement juridique devant assurer une application efficace des dispositions constitutionnelles sur les droits de la personne. Comme responsable de la défense des droits de la personne, le gouvernement fédéral brésilien a une capacité d'intervention limitée dans les affaires des organismes étatiques ou municipaux en cas de violations. Bien que la corruption demeure endémique au Brésil, elle est en déclin sous l'effet de la destitution de l'ancien président Collor, de l'incarcération d'un grand nombre de ses amis, du congédiement de bon nombre des membres importants du Congrès, de l'échec des candidats corrompus aux élections de 1994, du regard critique des médias et des interventions bien senties et bien organisées des ONG.

Bien que l'économie brésilienne continue de se stabiliser depuis le milieu de 1994, de profondes inégalités socio-économiques - parmi les pires au monde - exercent sur la société brésilienne des pressions qui contribuent à perpétuer la violence à l'endroit des groupes les plus vulnérables du pays. Les principales victimes des violations des droits de la personne sont les paysans et les citoyens pauvres, en particulier les enfants et les autochtones. Les problèmes de la violence et de l'impunité sont accentués par le manque de formation des policiers, ainsi que l'inefficacité et la corruption qui sont profondément enracinées dans le régime gouvernemental et le système judiciaire. Peu de crimes sont portés en justice; encore moins de condamnations sont obtenues. On continue d'accuser les policiers de travailler comme tueurs à gages lorsqu'ils ne sont pas de service. On entend parler de centaines de meurtres commis par la police et les escadrons de la mort, ainsi que de torture et de mauvais traitements infligés aux prisonniers. À Sao Paulo seulement, 237 personnes ont été tuées par des policiers de service au cours des six premiers mois de 1995. Les menaces de mort sont une réalité de la vie rurale aussi bien qu'urbaine. Les riches bénéficient d'un accès préférentiel au système judiciaire, qui souffre d'un grave manque de ressources compte tenu de la masse de cas à traiter. La violence faite par les propriétaires fonciers aux travailleurs sans terre, le